



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

BOURGES, le 20/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TSI- Traitements de Surfaces Industriels**

Rue Fernand Leger - ZI du Breuil  
18400 Saint-Florent-sur-Cher

Code AIOT : 0010000046

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement TSI- Traitements de Surfaces Industriels implanté Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 Saint-Florent-sur-Cher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSI- Traitements de Surfaces Industriels
- Rue Fernand Léger ZI du Breuil 18400 Saint-Florent-sur-Cher
- Code AIOT : 0010000046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par l'arrêté préfectoral du 22 février 1990, modifié notamment par l'arrêté préfectoral n°2004.1.116 du 16 février 2004 portant prescriptions particulières pour la protection des intérêts visés à l'article

L.511-1 du code de l'environnement, la société TSI a été autorisée à exploiter un atelier de galvanoplastie rue Fernand Léger, zone industrielle, à Saint-Florent-sur-Cher.

L'arrêté préfectoral n°2018-01-1039 du 3 septembre 2018 a imposé des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire à la suite de l'incendie du 28 août 2018 qui a affecté les installations.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de reprise des activités	Code de l'environnement du 29/11/2022, article R512-74	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir la fiche de synthèse ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Conditions de reprise des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/11/2022, article R512-74
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions de reprise des activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/11/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.</p>
<b>Constats :</b> Aucune activité n'est exercée au titre des installations classées.
<b>Observations :</b>

Suite au rapport de l'inspection relatant les constats de la visite du 29 novembre 2022 et à la réponse apportée par l'exploitant le 22 février 2023, le préfet du Cher a confirmé à l'exploitant, par courrier du 4 mai 2023, que toute remise en service d'une activité de traitement de surface telle qu'envisagée est subordonnée à l'obtention préalable d'une autorisation préfectorale. Le préfet a ajouté qu'une nouvelle visite d'inspection serait diligentée pour vérifier l'absence de reprise d'activité non autorisée.

Dans ce cadre, la présente visite d'inspection a permis de constater :

- la présence de cuves couvertes, vides et non raccordées, et de matériels et équipements stockés à l'air libre à l'emplacement ou à proximité du bâtiment incendié en 2018;
- de plusieurs cuves, vides et non raccordées, installées en deux chaînes, dans la partie du bâtiment principal abritant l'ancienne station de traitement des eaux (hors service);
- une cabine de sablage et une cabine de métallisation dans le deuxième bâtiment;
- aucune activité n'est exercée et aucun personnel n'est présent.

Le gérant confirme :

- qu'aucune activité relevant des installations classées n'est exercée sur le site;
- avoir toujours l'intention de redémarrer une activité de traitement de surface sur le site;
- avoir missionné un bureau d'études pour le montage du dossier de demande d'autorisation ou d'enregistrement;
- que la reprise de l'activité interviendra après obtention de l'accord du préfet à l'issue de l'instruction de sa demande d'autorisation ou d'enregistrement au titre des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet